

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 11/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SERDEX

20 rue de Fos sur Mer
69007 Lyon

Références : UDR-SSDAS-24-80-ACA
Code AIOT : 0010600657

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2024 dans l'établissement SERDEX implanté 20, rue de Fos sur Mer Port Edouard Herriot 69007 Lyon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SERDEX
- 20, rue de Fos sur Mer Port Edouard Herriot 69007 Lyon
- Code AIOT : 0010600657
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société SERDEX est autorisée à exercer une activité de tri, transit, regroupement et traitement de déchets provenant essentiellement de chantiers du BTP. Le site peut recevoir des déchets non dangereux (gravats, plastiques, papier, carton, bois...) et dangereux (fibrociment, batteries). Le flux annuel de déchets autorisé est de 122 000 tonnes. L'établissement emploie actuellement une quinzaine de personnes.

L'emprise foncière appartient à la Compagnie nationale du Rhône (CNR). En mars 2024, l'exploitant a renouvelé un contrat d'amodiation pour 5 ans.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Installations et activités autorisées	Arrêté Préfectoral du 21/01/2014, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
2	Modification des installations	Arrêté Préfectoral du 13/05/2008, article 1	Demande d'action corrective	4 mois
3	Plan de surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 13/05/2008, article Annexe 3	Demande d'action corrective	4 mois
4	Aménagement des entreposages de déchets	Arrêté Préfectoral du 13/05/2008, article 7.5.3 et 7.5.4	Demande d'action corrective	4 mois
5	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 et 50	Demande d'action corrective	2 mois
6	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 13/05/2008, article 4.8.1	Demande d'action corrective	4 mois
7	Alimentation en eau et dispositifs de disconnexion	Arrêté Préfectoral du 13/05/2008, article 4.2.2 et 4.2.3	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Propreté du site – envois de déchets	Arrêté Préfectoral du 13/05/2008, article 5.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection dans le cadre de l'action régionale portant sur la surveillance des rejets aqueux,

l'inspection des installations classées a relevé des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées, principalement concernant :

- la mise en conformité ou l'actualisation du tableau de classement des activités ;
- la régularisation à la suite de l'acquisition d'une nouvelle parcelle ;
- l'aménagement des entreposage de déchets ;
- et le confinement des eaux susceptibles d'être polluées.

L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

L'inspection appelle l'attention de l'exploitant que le fait que l'absence de mise en conformité ou de transmission des dossiers attendus, l'Inspection est susceptible de faire usage des mesures de coercition et de police administrative réglementairement définies.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations et activités autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2014, article 2
Thème(s) : Autre, Actualisation du tableau de classement de l'établissement
Prescription contrôlée : Cf. tableau de nomenclature des activités de l'établissement à l'article 2 de l'AP du 21/01/2014
Constats : L'exploitant réceptionne des déchets en provenance du producteurs initiaux de déchets, notamment des déchets d'ameublement et du BTP. Toutefois, l'exploitant ne dispose pas de la rubrique 2710 « Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 » destinée à autoriser la réception de ce type de déchets. L'exploitant avance qu'en l'absence de lien contractuel avec les artisans (les contrats sont directement établis entre l'éco-organisme et le producteur de déchets), il pense ne pas être soumis à classement sous la rubrique 2710. L'Inspection confirme que la nécessité de disposer de la rubrique 2710 et de respecter les dispositions spécifiques de l'arrêté ministériel sectoriel sont indépendantes d'un quelconque lien contractuel. Le site réceptionne également des déchets d'équipements électriques et électroniques sans disposer de la rubrique dédiée (2711). L'exploitant précise que la quantité réceptionnée est sans doute en deçà des seuils de classement. La surface du site avoisine les 10000 m ² et les eaux pluviales sont directement rejetées dans le Rhône, de ce fait, l'exploitant doit se positionner par rapport à la rubrique IOTA 2.1.5.0 « Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet ». Par ailleurs, des rubriques du tableau de nomenclature nécessite d'être réétudiées voire actualisées :- concernant la rubrique 2714, il y a une incohérence entre le volume total de déchets stockés en intérieur (3045 m ³) et les volumes de ces déchets répartis par alvéole/benne en intérieur (830 m ³) ;- aussi, en extérieur, il est autorisé un stockage de 4045 m ³ de déchets de la 2714, l'exploitant indique qu'il stocke bien en-dessous de ce volume ;- concernant la rubrique

2718 : l'exploitant ne reçoit plus de fibrociment (20t) ;- concernant la rubrique 2791 : il n'y a plus d'activité de broyage sur le site (actuellement autorisation à 150t/jour), par ailleurs l'exploitant se positionne par rapport à l'activité de tri mécanisé (préciser les opérations exactes réalisées sur les déchets) par rapport à la note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets ;- concernant la rubrique 2716, il est autorisé un stockage de 45 m³ de refus de tri alors que le stockage maximal est autour de 180 m³.
Enfin, au regard des opérations effectuées sur le site et de la quantité de déchets traités, l'exploitant doit se positionner par rapport à la rubrique IED 3532 « Valorisation de déchets non dangereux ».

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 : sous deux mois l'exploitant se positionne par rapport aux rubriques ICPE 2710, 2711, 2791, 3532 et IOTA 2.1.5.0. Par ailleurs, il réévalue le tableau de classement de ses activités dans son ensemble.

Le cas échéant, l'exploitant transmettra une demande argumentée de modification de son arrêté préfectoral à madame la préfète et à l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2mois

N° 2 : Modification des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2008, article 1

Thème(s) : Autre, Modification des installations

Prescription contrôlée :

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet du Rhône avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir agrandi le périmètre de son site suite au départ de l'entreprise voisine. Le site s'étend maintenant depuis 2020 sur les parcelles CH 0424 (autorisée) et CH 0425. L'exploitant exerce une activité d'entreposage et de mise en balle de déchets d'isolants (laine de verre/roche) dans ce bâtiment.

L'exploitant n'a pas informé l'inspection des installations classées de cette modification.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°2 : sous quatre mois, l'exploitant se met en conformité avec l'emprise défini dans son arrêté préfectoral ou transmet à madame la préfète et à l'Inspection une demande argumentée de modification des prescriptions de son arrêté préfectoral suite à l'acquisition de la parcelle voisine de la sienne.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4mois

N° 3 : Plan de surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2008, article Annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance des rejets aqueux – positionnement sur les paramètres
Prescription contrôlée : Cf. Annexe 3 de l'AP
Constats : L'Inspection a constaté que les substances contrôlées dans les rejets aqueux correspondaient à celles imposées à l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 13/05/2008. Cependant les arrêtés ministériel sectoriels et l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation imposent la surveillance d'autres paramètres sous certaines conditions.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°3 : sous quatre mois, l'exploitant se positionne par rapport aux substances à surveiller dans ses rejets aqueux au regard des différents arrêtés ministériels sectoriels qui s'appliquent à ses activités et à l'arrêté ministériel du 2 février 1998.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4mois

N° 4 : Aménagement des entreposages de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2008, article 7.5.3 et 7.5.4
Thème(s) : Autre, Aménagement des entreposages de déchets
Prescription contrôlée : 7.5.3 – En aucun cas, les quantités stockées ne doivent pas être supérieures aux valeurs précisés ci-dessous:- déchets industriels banals non triés :Voir point 7.6.3Stockages extérieurs:Bois, et Broyats de bois4.000 m ³ ,Gravats 5.000 m ³ ,Fibrociment 20 tonnes en palettes filmées,Stockages intérieurs:Déchets avant tri en vrac 360 m ³ ,Déchets avant affinage en vrac 200 m ³ ,Bois (issus du tri des DIB) 1 alvéole de 45 m ³ et 1 benne de 30 m ³ Plâtre (issus du tri des DIB) 1 alvéole de 45 m ³ PVC (issus du tri des DIB)1 alvéole de 45 m ³ Plastiques divers (issus du tri des DIB) 1 alvéole de 45 m ³ et 1 benne de 30 m ³ Papiers Cartons (issus du tri des DIB) 1 alvéole de 45 m ³ et 1 benne de 30 m ³ Métaux (issus du tri des DIB) 1 alvéole de 45 m ³ et 1 benne de 30 m ³ Gravats(issus du tri des DIB) 1 alvéole de 45 m ³ Refus de tri 1 alvéole de 45 m ³ Batteries et accumulateurs:1 container spécifique et étanche de 1 m ³ ,Déchets ménagers spéciaux (DTQD)1 armoire spécifique et étanche7.5.4 – Tous les matériaux triés sont stockés à l'intérieur du bâtiment avant expédition dans les conditions du point 9 ci-dessous.Les monomatériaux en transit contenus dans des bennes

fermées ou munies d'un filet et ne nécessitant pas de tri ainsi que les bennes contenant les déchets métalliques ou de bois après tri pourront être stockées à l'extérieur sur une aire étanche en attente de leur évacuation pour être valorisées.

Constats :

L'Inspection a pu constater le jour de la visite que les emplacements d'entreposage des déchets ne correspondaient pas totalement aux prescriptions mentionnées à l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 13/05/2008, notamment pour les déchets suivants :- déchets d'ameublement en extérieur ;- déchets d'isolants en extérieur (zone des alvéoles) ;- DIB en mélange ;- balles de déchets d'isolants en extérieur ;- déchets dangereux en extérieur : piles, pots de peinture, huiles, emballages souillés, extincteurs... ;- déchets d'isolants et DEEE dans le nouveau bâtiment ;

Les quantités et les modes de stockage (alvéole, benne, armoire ..) définis dans l'arrêté préfectoral ne correspondent globalement pas à la réalité et aux besoins de la société.

Par ailleurs, l'article 7.5.4 de l'arrêté préfectoral du 13/05/2008 indique que tous les matériaux triés doivent être stockés en intérieur avant expédition, ce qui n'est pas le cas pour l'ensemble des déchets issus du tri et que les monomatériaux doivent être entreposés dans des bennes fermées ou munies de filet (absence de ces dispositifs pour les déchets cartons

Enfin, le plan de circulation / des stockages transmis par l'exploitant le jour de l'inspection, daté d'octobre 2023, mérite des précisions, notamment sur :- les emplacements intitulés « stock » ;- les emplacements dédiés aux éco-organismes ;- l'ajout de l'emplacement dédié aux refus de tri.

L'exploitant a précisé être en cours de réflexion sur l'aménagement des différentes zones d'entreposage de déchets, notamment en lien avec les filières REP et qu'il était budgété sur 2024 l'achat de mégablocs pour délimiter les différents stockages.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°4 : L'inspection enjoint à l'exploitant de se conformer aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 13/05/2008 pour ce qui concerne les modalités de stockage en intérieur et en extérieur, ou de transmettre sous quatre mois à madame la préfète et à l'Inspection une demande argumentée de modification des prescriptions de son arrêté préfectoral.

En l'absence, l'Inspection est susceptible de faire usage des mesures de coercition définie par la réglementation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4mois

N° 5 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 et 50

Thème(s) : Risques chroniques, Etat des matières stockées

Prescription contrôlée :

Cf. articles 49 et 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

Constats :

<p>L'exploitant explique qu'il réalise chaque fin de mois un état des stocks par catégorie de déchet. Par ailleurs, chaque soir, lors du tour du site, une estimation visuelle des stocks de déchets présents est réalisée mais sans traçabilité.</p> <p>L'exploitant ajoute qu'il dispose d'un POI comprenant notamment, un plan de localisation des risques et les quantités maximales de déchets stockés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°5 : l'Inspection demande à l'exploitant de mettre sous deux mois ces informations à disposition des services d'incendie et de secours à l'entrée du site par tout moyen que l'exploitant trouvera approprié.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2mois</p>

N° 6 : Risque incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2008, article 4.8.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4.8.1- (...) En particulier, toutes dispositions seront prises pour que des substances polluantes susceptibles de s'écouler et d'être entraînées par les eaux d'extinction d'un éventuel incendie, puissent être récupérées avant de rejoindre le milieu naturel: leur rejet éventuel dans ce même milieu ne pourra intervenir qu'après analyse de la qualité des effluents concernés. L'exploitant prendra toute mesure pour limiter les risques de pollution accidentelles des eaux (stockage, bassin de confinement, ruissellement des eaux pluviales,...). Un bassin de confinement de 240 m3 en amont du réseau de collecte des eaux pluviales sera établi afin de pouvoir retenir les éventuelles pollutions entraînées par ruissellement sur les surfaces imperméables.(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>A la suite de l'inspection du 4 octobre 2017, il a été demandé à l'exploitant de mettre en place un dispositif opérationnel en permanence de confinement des eaux susceptibles d'être polluées. L'exploitant avait par conséquent installé le ballon obturateur dans un coffre à proximité du regard avant rejet au milieu. Le jour de la visite, l'Inspection a pu constater l'absence de dispositif d'isolement des milieux avant rejet au milieu naturel. L'exploitant a expliqué que ce système n'avait pas été pérenne et que le ballon avait été remplacé dans les bureaux. L'Inspection a rappelé à l'exploitant l'obligation d'un système de confinement opérationnel en permanence (article 4.8.1).</p> <p>Aussi, compte-tenu de l'acquisition d'une nouvelle parcelle, d'un nouveau bâtiment et de la nouvelle activité qui y est exercée, l'exploitant doit mettre à jour les calculs de dimensionnement des besoins en eau et de rétention des eaux d'extinction incendie.</p> <p>L'exploitant a expliqué qu'actuellement la capacité de rétention sur site était d'environ 445 m³, elle est assurée à l'aide de pentes sur le site et de bordures. Toutefois, l'entrée et la sortie du site ne sont pas équipées de moyen pour retenir les eaux (ex. batardeaux). L'Inspection rappelle à l'exploitant que le guide D9A préconise de n'inonder que les surfaces de voirie minimales, que les</p>

voiries destinées à la circulation des engins de secours ne doivent pas être utilisées comme rétention et que la profondeur de rétention est limitée à 20cm.

A l'article 4.8.2, il est prescrit que « les cuves de stockage des déchets dangereux liquides (eaux de lavage et eaux hydrocarburées) sont contrôlables, à double paroi avec détecteur de fuite et installées sur rétention spécifique d'une capacité minimum de 30 m3. ». L'Inspection n'a pas constaté ces cuves lors de la visite. L'exploitant doit préciser ce point.

Le jour de la visite, l'Inspection a pu constater qu'un GRV d'AdBLUE n'était pas stocké sur rétention. L'Inspection confirme à l'exploitant que ce produit doit être stocké sur rétention conformément à l'article 25 de l'AM du 04/10/2010, d'autant que l'AdBLUE est très corrosif.

L'Inspection a également constaté que le mur en parpaing situé au nord du site ne possédait plus de propriété de résistance au feu compte-tenu des nombreux trous présents. En fonction de l'étude des flux thermiques qui sera réalisée, le mur sera restauré.

L'Inspection a enfin rappelé à l'exploitant la parution du nouvel AM du 22/12/23 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710, 2718 et 2791. L'exploitant a entamé des démarches pour se mettre en conformité selon les délais mentionnés dans l'AM. Il a prévu la mise en place d'ici 2026 d'un système de détection automatique d'incendie (caméras infrarouge) et d'une transmission automatique des alertes sur les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables ainsi que l'installation d'un sprinklage dans le bâtiment de tri.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°6 : sous deux mois, l'exploitant justifie de la mise en place d'un dispositif pérenne et opérationnel en permanence de confinement des eaux susceptibles d'être polluées.

Demande n°7 : sous quatre mois, l'exploitant transmet le calcul du D9 et du D9A actualisé.

Demande n°8 : sous deux mois, l'exploitant explicite l'article 4.8.2 de l'AP du 13/05/2008 relatif aux cuves de stockage des déchets dangereux.

Demande n°9 : sous deux mois, l'exploitant justifie de la mise en place d'une rétention pour l'AdBLUE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4mois

N° 7 : Alimentation en eau et dispositifs de disconnexion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2008, article 4.2.2 et 4.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Alimentation en eau et dispositifs de disconnexion

Prescription contrôlée :

4.2.2- Protection des eauxLes branchements d'eau potable sur le réseau public sont munis d'un dispositif de protection agréé afin d'éviter tout phénomène de retour sur le réseau d'alimentation, conformément aux dispositions du Règlement Sanitaire Départemental et du décret du 3 janvier 1989.Les niveaux et dispositifs de protection devront répondre aux recommandations formulées par le guide technique réseaux d'eau destinés à la consommation humaine à l'intérieur des bâtiments (CSTB 2003)En cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.

4.2.3 - Dispositif de mesuresLes installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur qui sera relevé au moins tous les trois mois.

<p>Constats :</p> <p>Le site dispose de trois alimentations en eau et de 3 compteurs distincts. Un relevé mensuel de ces compteurs est réalisé. Entre 2021 et 2023, le volume annuel d'eau consommée est d'environ 1000 m³. La consommation d'eau industrielle est essentiellement liée à la brumisation de la ligne de tri sous le bâtiment.</p> <p>L'Inspection a constaté la présence de 3 réseaux d'alimentation en eau, ainsi que la présence de ce qui semble être des disconnecteurs. L'exploitant a précisé que ces derniers avaient été changé récemment mais qu'ils ne sont pas vérifiés régulièrement. Or, en tant que dispositifs de sécurité, ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques (article 6.2.6 de l'AP).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°10 : sous deux mois, l'exploitant met en place un suivi régulier du bon fonctionnement des disconnecteurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : Propreté du site – envols de déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2008, article 5.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Propreté du site – envols de déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes précautions sont prises pour que : Les dépôts soient tenus en état constant de propreté ; Les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs, envols...) ; Les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosibles ; Les déchets et résidus produits soient stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, un fort vent, entraînait beaucoup de poussières et d'envols de déchets légers. L'exploitant n'a pas mis en place de mesure spécifique pour ces conditions. Il existe actuellement un balayage avec humectage une fois par semaine de tout le site ainsi qu'une brumisation dans le bâtiment lors du tri pour abattre les poussières.</p> <p>L'exploitant pourrait utilement envisager des mesures afin de réduire les nuisances en période très venteuse</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

